



© ville de Pantin

VIE QUOTIDIENNE

## UN MODE DE GESTION ET DE DISTRIBUTION PUBLIQUE D

Ce mois-ci, le conseil de territoire d'Est Ensemble devra confirmer son mode de gestion et de distribution publique de l'eau. Une opération équitable et plus sûre pour tous les usagers de ce bien commun. Brève publiée dans Canal n°292, décembre 2020.

Publié le 27 novembre 2020

Dans quelques jours, les neuf communes d'Est Ensemble devraient, comme Paris et de nombreuses autres villes de province avant elles, confirmer leur décision de privilégier, à l'avenir, un mode de gestion publique de l'eau, moins coûteux et donc plus intéressant pour les consommateurs. Ce choix, soumis au vote lors du prochain Conseil de territoire, est la suite logique de la décision votée, fin 2017, par ce même conseil, de ne pas ré-adhérer au Syndicat des eaux d'Île-de-France (Sedif), lequel a choisi Veolia comme délégataire du service public jusqu'en 2023.

Le temps presse: l'actuelle convention provisoire qui, dans l'attente d'un changement de gestion, lie les villes d'Est Ensemble au Sedif, court jusqu'à juin 2021. Et, malgré des études qui démontrent le bien-fondé du retour de la distribution de l'eau dans le giron public – notamment sur la baisse du prix du mètre cube – un certain nombre d'obstacles reste à surmonter. C'est que le Syndicat des eaux, par la voix de son président depuis 37 ans, André Santini, maire LR d'Issy-les-Moulineaux, cherche actuellement, avec force, à dissuader les collectivités de faire le choix du service public.

Le Sedif considère en effet que les actuels bassins et canalisations lui appartiennent et qu'une nouvelle régie devrait construire son propre réseau de distribution, en doublon de l'existant. Pourtant, des alternatives existent. La « déconnexion virtuelle » permet, par exemple, de continuer à utiliser le réseau actuel et de mesurer le volume d'eau entrant chaque jour au niveau du territoire afin de rétribuer en conséquence les fournisseurs. Est Ensemble pourrait également acheter l'eau à d'autres régies publiques.

La menace paraît en outre peu crédible: le Sedif n'aurait que peu d'intérêt à encourager un territoire francilien de plus de 400 000 habitants à se détourner durablement de ses propres approvisionnements au profit d'autres sources. Affaire à suivre...

### CENTRE ADMINISTRATIF

84/88 AVENUE DU GÉNÉRAL LECLERC

93507 PANTIN CEDEX

 01 49 15 40 00

HORAIRES D'OUVERTURE :

DU LUNDI AU VENDREDI : 8H30 - 12H30 ET 13H30 - 17H30